

**Climat - One Planet Summit -  
Discours de clôture de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République**  
(Boulogne-Billancourt, 12 décembre 2017)

Merci à vous,

Merci, Eva, pour cette lettre.

Je voulais, de manière très pragmatique et la plus concrète possible, récapituler les engagements de ce sommet au nom de mes deux co-chairmen, Antonio et Jim, avec lesquels nous sommes très fiers d'avoir présidé le sommet d'aujourd'hui.

Je ne sais pas si on résoudra tous les sujets levés par Eva dans sa lettre, mais je suis sûr d'une chose, c'est qu'elle a apporté un début de réponse. Nous sommes tous acteurs. Et tant qu'on pense que le sujet du changement climatique est le problème de l'autre parce qu'il est plus concerné, parce qu'il est plus vulnérable, parce qu'il peut agir lui-même, on est en quelque sorte moins enclin à le faire, on n'y arrivera jamais. Donc tout le monde est acteur, c'est la seule manière de gagner cette bataille avec laquelle j'ouvrais ce sommet.

Aujourd'hui, nous avons lancé la coalition des coalitions, celles des acteurs, la coalition de celles et ceux qui ont décidé d'agir ensemble. Et ce que je vous propose, c'est de créer à l'issue de ce sommet la «One Planet Coalition». Vous en êtes tous membres, parce que vous y avez travaillé, parce que vous avez commencé à vous engager et à conduire des actions. Un site sera mis en place dans les prochaines semaines, où nous mettrons en transparence complète les engagements de chaque pays et de chaque acteur.

Chacun a pris ici des engagements, certains très forts, et je les en remercie, et je souhaite qu'il puisse y avoir, pays par pays, une publication des engagements pour qu'on puisse les suivre. Ce sont ceux par exemple que Nicolas Hulot au titre de la France a présenté encore ce matin sur lesquels nous nous sommes engagés. Je ne serai pas plus long sur la France mais je veux que pour chaque pays qui a pris des engagements, on puisse les vérifier, que chaque entreprise puisse rendre compte de ses actions, que le R20, le C40, toutes ces grandes structures que je remercie d'être présentes, puissent aussi le faire.

Et puis, il y a aujourd'hui 12 nouveaux engagements internationaux, 12 familles d'engagements qui ont été prises pour ce sommet du 12 décembre 2017, et celles-là, je veux rapidement les récapituler devant vous. Parce que c'est, au-delà des engagements de chaque pays, notre action commune.

La première, c'est de faire face aux événements extrêmes dans les états insulaires, avec une première action très concrète qui est la reconstruction dans les Caraïbes et la création d'un fonds public-privé pour la première «Climate Smart Zone». C'est la création de la «Caribbean Climate Smart Coalition», et ça a été un engagement très clair, avec trois milliards de dollars d'ores et déjà mobilisés. Tout cela sera donc mis en lumière sur le site et on en suit l'application à partir de début 2018.

Sur les cinq prochaines années... je ne vais pas vous demander d'applaudir à chaque fois, vous applaudirez à la fin parce que sinon vous allez applaudir à chaque action... je voyais certains qui commençaient ! ... Donc, l'idée c'est de commencer le processus de reconstruction dans les Caraïbes avec ce fonds. Évidemment nous y contribuerons puisque les Pays-Bas, Cher Mark, comme la France ont été fortement touchés, le Royaume-Uni aussi, je vois l'ambassadeur, et la Commission européenne sera derrière nous dans cette initiative.

Il y a, sur ce premier engagement, un point qui manque, sur lequel nous ne sommes pas au rendez-vous, je le dis collectivement, c'est sur la zone Pacifique. Et je pense que dans les prochaines semaines il faut qu'on fasse beaucoup plus sur le Pacifique, je vais en même temps dire tout ce qui ne va pas, pour réussir à faire la même chose que ce qu'on fait sur les Caraïbes. Je le dis parce qu'en plus, ici, il y a plusieurs États du Pacifique, il y a deux régions françaises qui sont dans le Pacifique où il y a une grande vulnérabilité. On doit au moins arriver à faire la même chose. Et donc je souhaite que dans les prochaines semaines et les prochains mois on ait le même type de coalition. Nous ne sommes aujourd'hui pas au même niveau.

Deuxième engagement, protéger les terres et les ressources en eau face aux effets du dérèglement climatique. Là, plusieurs mesures très concrètes sont prises, 300 millions de dollars pour activer le «Land degradation neutrality fund», c'est-à-dire le fonds de lutte contre la dégradation des terres et de la désertification. France, Canada, d'autres partenaires annoncent des financements pour enclencher justement cette action avec une cible qui est la neutralité de dégradation des terres d'ici à 2030, ce qui est un objectif atteignable si nous arrivons dès les prochaines semaines à lever ces 300 millions et à ensuite enclencher le financement.

C'est le lancement du programme de financement des zones tropicales avec un accord signé entre le PNUE, BNP Paribas, l'ICRA, ADM Capital et d'autres acteurs pour lever des fonds privés en vue de financer la croissance verte et durable dans les pays en développement. L'objectif est de mobiliser d'ici 2025 10 milliards de dollars pour financer les projets. C'est un début et nous devons maintenant accélérer.

Bill GATES a annoncé avec la Fondation Gates, la Commission européenne et d'autres pays la décision de mettre 650 millions de dollars pour aider la réforme d modèle agricole pour s'adapter aux changements climatiques, en particulier dans les pays en développement. Nous allons compléter cela pour le porter à un milliard de dollars, le reste sera pris par la France pour soutenir l'adaptation et accélérer ce transfert de l'innovation agronomique sur le terrain dans les pays en développement.

Enfin, dans ce deuxième engagement il y a la création de la plateforme de financement de 100

projets «eau et climat pour l'Afrique» avec la mobilisation de deux banques de développement, cinq alliances représentant plus de 450 signataires issus de 94 pays, 47 entreprises qui s'engagent pour ces 100 projets sur cinq ans. Cela fait en moyenne 20 projets par an. Je connais trop nos réflexes habituels qui sont toujours de dire «on fera les 100 dans les deux dernières années». Cela veut dire que dès l'année prochaine on doit pouvoir rendre compte de 20 projets si on veut être sur le bon rythme dans le cadre de cette initiative.

Sur ce deuxième engagement il y a une chose sur laquelle nous ne sommes pas bons et pas au rendez-vous, c'est le «Desert to power initiative». On a fait des vraies choses pour l'Afrique, l'accélération de l'électrification mais sur cette initiative «Desert to power», nous ne sommes pas au rendez-vous collectif des financements, et donc là aussi je souhaite qu'on puisse avancer beaucoup plus rapidement qu'on ne l'a fait ces derniers temps.

Troisième engagement, mobiliser la recherche et la jeunesse en faveur du climat avec entre autres le «One planet laureates program» et des bourses pour les jeunes chercheurs. La Fondation Gates et la Fondation BNP Paribas unissent leurs efforts à hauteur de 15 millions de dollars sur cinq ans pour financer des bourses universitaires. La Commission européenne finance le lancement d'un service solidarité européen pour le climat doté de 40 millions d'euros pour encourager les jeunes volontaires européens à participer à des projets liés à l'action climatique en Europe et à l'international.

Et nous avons annoncé hier les 18 premiers lauréats du projet « Make our planet great again » avec un financement de 28 millions d'euros pour encourager les chercheurs à oeuvrer dans le sens du climat et récupérer tous les projets qui parfois étaient abandonnés par les financements fédéraux américains qui leur étaient coupés. Il y a eu plusieurs milliers de réponses, des centaines de projets sélectionnés et les 18 qui sont, comme on dit en français, «la crème de la crème».

Quatrième engagement décidé aujourd'hui et grâce à tout votre travail de ces jours précédents, les marchés publics et l'accès des collectivités aux financements climat avec l'initiative «Global Urbis» qui est la création d'un cadre commun entre les villes pour simplifier leur accès aux financements climat. Et là sous l'impulsion de la BERD, du Global Covenant of Mayors, de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement, ce programme permettra aux villes et aux régions européennes et du bassin méditerranéen d'accéder plus facilement à des fonds publics et privés pour mettre en oeuvre leurs plans Climat.

Dans ce même engagement, il y a l'initiative mondiale des villes et des régions pour lancer des marchés publics propres. C'est l'initiative, je la salue fortement, du C40, réseau aujourd'hui de plus de 90 métropoles, du Global Covenant of Mayors, du CGLU et de l'ICLEI qui s'allient pour lancer des commandes publiques vertes dans un cadre concerté.

Cinquième engagement pris ici, l'objectif zéro émission avec d'abord l'amplification de la coalition neutralité carbone menée par les Iles Marshall et la Nouvelle-Zélande. La coalition «Towards Carbon neutrality» s'élargit aujourd'hui à 33 acteurs, régions et entreprises et pays. L'ensemble de ces acteurs s'engage à publier dès 2018 et au plus tard en 2020 une trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050.

C'est aussi dans le cadre de cet objectif zéro émission qu'est lancé le «Paris collaborative on green budgeting» qui, dans un souci de transparence, va conduire à analyser les budgets de l'ensemble des pays de l'OCDE, par un travail nourri par l'OCDE, et je remercie Angel Gurría pour sa contribution dans ce cadre, et à permettre justement d'avoir une présentation budgétaire lancée par un groupe de pays pilotes. Nous y contribuerons évidemment, pour montrer la répartition du budget chaque année en fonction des objectifs climatiques.

C'est aussi, pour cet objectif zéro émission, la création d'un Observatoire spatial du climat à l'initiative du CNES, un Observatoire spatial du climat a en effet été créé hier soir afin de mettre à disposition des États et de la communauté scientifique toutes les données spatiales utiles à la surveillance de l'état de santé de notre planète, initiative qui regroupe de nombreux pays ici présents.

Sixième engagement, c'est celui relatif aux révolutions sectorielles vers une économie décarbonée avec, Teresa en parlait tout à l'heure, la coalition «Powering past coal» lancée par le Royaume-Uni et le Canada lors de la COP 23. La coalition rassemble un large éventail d'entreprises, d'organisations et a décidé d'accélérer justement l'élimination des centrales de charbon traditionnelles de façon durable et économiquement inclusive. Plusieurs pays de la coalition ont aujourd'hui pris des engagements concrets d'accélération, Royaume-Uni, Portugal et plusieurs autres. La France évidemment s'est engagée à cesser dans les quatre prochaines années toute activité de production d'électricité à partir du charbon et nous récapitulerons donc tous les engagements pris dans ce cadre.

C'est aussi le lancement d'un fonds de reconversion de la Commission européenne pour les régions intensives en charbon, ce qui a été annoncé à l'instant, avec le fléchage de crédits européens pour accompagner les régions, les entreprises là où de l'emploi va être détruit ou des requalifications doivent être faites vers les nouveaux emplois conformes à nos engagements.

Et puis, c'est l'Alliance solaire internationale qui a réussi, le ministre indien l'évoquait il y a un instant. C'est la mobilisation de l'Inde et de la France qui a dévoilé cette initiative lors de la COP 21 et l'Alliance solaire internationale est entrée en vigueur ce mois-ci, ces derniers jours. Sur les 121 pays situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne qu'elle vise à regrouper, 47 ont signé l'accord-cadre et 19 l'ont déjà ratifié. Cette alliance a pour but de contribuer à mobiliser 1 000 milliards de dollars d'ici à 2030 auprès d'investisseurs publics et privés. C'est un gros travail qui a été fait et qui continuera justement à être poursuivi pour donner les résultats concrets attendus avec les premiers projets qui sortiront dès l'année 2018.

Septième engagement, les transports sans pollution avec la coalition pour les transports dé-carbonés. Les transports représentent en effet 15% des émissions anthropiques mondiales de CO<sub>2</sub> et face à cette urgence huit pays dont le Portugal, les Pays-Bas, le Costa Rica, la France avec l'appui des acteurs de la plateforme PPMC créent une alliance pour travailler ensemble à des feuilles de route de décarbonation des transports et accroître les investissements dans les transports propres. Cette alliance doit obtenir de premiers résultats dès 2018 avec la contribution d'États comme celui du Colorado, la ville de Paris et de nombreuses autres collectivités.

C'est aussi l'engagement de 34 pays pour la réduction des émissions du transport maritime qui a été présenté tout à l'heure avec pour ces pays autour de l'Office maritime international la planification des transformations nécessaires pour réguler les émissions de transport maritime et procéder à des actions concrètes. C'est enfin le partenariat de huit régions de l'ouest américain, Monsieur le Gouverneur, vous l'évoquiez, en faveur des véhicules électriques, huit États fédérés qui mettent en commun des investissements, des réseaux, le déploiement des infrastructures pour faire face à leurs engagements.

Le huitième engagement pris ici, c'est celui d'aller vers un prix du carbone compatible avec l'Accord de Paris. Avec l'initiative «Carbon pricing in the Americas» présentée par le président mexicain, qui permettra notamment de lancer un marché de quotas d'émissions carbone ayant pour but d'être connecté avec les différents marchés carbone existants en Amérique du nord. C'est l'annonce faite par le vice-Premier ministre chinois à l'instant de la consolidation du marché carbone en Chine et du lancement d'un véritable là aussi prix unique du carbone et d'un marché carbone avec des quotas, ce qui est un changement extrêmement structurant en Chine. Je remercie la Chine de cet effort et de cette annonce importante du jour. Ce sont les engagements de plusieurs pays enfin pour un prix du carbone européen plus significatif.

Et là, de manière très concrète, l'Europe ces dernières semaines a été au rendez-vous avec la décision sur l'ETS qui est le marché européen d'émissions et de quotas. Nous devons au niveau européen l'année prochaine passer à une nouvelle étape avec un prix plancher du CO2 qui conduira au vrai changement. Plusieurs pays se sont engagés en ce sens ici, les ministres de l'Environnement ont pris un engagement pour aller dans cette direction. L'Europe doit prendre le leadership sur ce sujet et prendre des engagements très clairs. Enfin, c'est aussi l'appel des entreprises avec plus de 40 entreprises qui ont appelé à la mise en place d'un prix plancher du carbone.

Le neuvième engagement, nous venons d'en parler, c'est celui de l'action des banques centrales et des entreprises, avec l'engagement de plus de 200 entreprises pour suivre les recommandations du réseau «Task Force on Climate-related Financial Disclosure». Cette action volontariste de ces 200 entreprises visera à faire la transparence sur l'action climatique avec une pression collective. Je souhaite qu'à la fois les gouvernements, les régulateurs et tous ceux qui font la transparence internationale puissent mettre une pression sur les entreprises qui ne se joignent pas au club. Il faut faire cette fois-ci de la «peer pressure», du «people pressure», du «name and shame» et demander à chaque entreprise «pourquoi vous n'êtes pas dans le club, pourquoi vous n'avez pas rejoint les recommandations du réseau «Task Force on Climate-related Financial Disclosure» ?

C'est le lancement ensuite du réseau «finance verte» des banques centrales et autorités de marchés financiers avec la fédération qu'évoquait le gouverneur de la Banque de France qui va dans ses travaux orienter la régulation pour favoriser l'allocation des crédits et de nos capacités de financement vers la finance verte, et un travail qui devra ensuite se décliner au niveau du G20 dans le cadre du FSB et des décisions concrètes que nous devons prendre.

Le dixième engagement c'est la mobilisation internationale des banques de développement avec une déclaration commune des membres du club IDFC, 23 banques de développement nationales et régionales, et des banques multilatérales de développement, là aussi pour se

mobiliser en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. Ces montants s'élèveront à plus de 200 milliards de dollars destinés aux pays émergents et en développement, avec un suivi non seulement de ce qui a été dit mais des actions mois après mois qui seront faites dans ce cadre.

Onzième engagement, c'est celui des fonds souverains, ce qui là aussi est une nouveauté complète. Les fonds souverains ne s'étaient jusqu'alors pas engagés dans cette transition de manière coordonnée et active. Le groupe de travail «One planet sovereign wealth funds» est créé, les fonds souverains qui se sont réunis représentent plusieurs milliers de milliards de dollars et à l'initiative justement de la Norvège, des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Qatar, du Koweït et de la Nouvelle-Zélande lancent avec la France une coalition inédite de grands fonds souverains pour flécher des financements vers l'action climatique, pour en rendre compte et expliquer la réalité des opérations qui seront ainsi conduites. Et donc pour ces acteurs financiers qui sont hors des régulations classiques, qui mobilisent d'énormes masses financières, c'est une décision là aussi très structurante.

Le douzième et dernier engagement, c'est la mobilisation des investisseurs institutionnels. Avec la coalition «100+» lancée à l'occasion du «One Planet Summit». La coalition «Climate action 100+» rassemble plus de 250 grands investisseurs institutionnels représentant plus de 26 300 milliards de dollars d'actifs sous gestion pour coordonner leurs actions vis-à-vis des 100 entreprises cotées les plus émettrices de gaz à effet de serre. C'est un effort collectif qui permettra d'inciter ces entreprises à mettre en oeuvre les recommandations justement de la task force et de présenter une vraie stratégie.

C'est aussi l'Energy Breakthrough Coalition qui conduit à investir dans les technologies de rupture. Créée lors de la COP 21, elle regroupe 27 investisseurs en capital et monte aujourd'hui en puissance. Le fonds «Breakthrough Energy Ventures» à hauteur de 1 milliard de dollars a annoncé ses investissements dans les technologies pour la planète.

Et enfin, c'est la coalition des philanthropes et fondations pour les financements climat et adaptation. Là aussi pour la première fois ce matin à l'Élysée nous avons réuni une quinzaine de philanthropes pour lancer une task force. La première bonne nouvelle c'est qu'ils ont décidé de se mettre ensemble et donc de financer l'action climat et ils ont une vraie capacité de financement. La deuxième c'est que tous ces philanthropes sont des gens qui ont déjà très bien réussi et généralement ont eu des idées brillantes. Ce sont des innovateurs et des gens de rupture et les mettre ensemble suffit à faire naître des idées de rupture. Donc il faut simplement trouver le maximum d'occasions pour continuer à les mettre ensemble et faire émerger des initiatives concrètes.

Ils vont participer à l'effort de financement mais ce que je leur ai aussi demandé, c'est de participer à la détection des talents, des talents d'innovation et de rupture, parce que ce que je voudrais c'est que lors de notre prochain sommet il y ait avec nous encore plus de jeunes innovateurs, de jeunes patrons de startups, d'ONG, des innovateurs de rupture venant des différents pays parce que nous-mêmes nous avons en quelque sorte nos propres contraintes, on est parfois dans les carcans de nos propres habitudes. Et donc on a besoin dans ce secteur que nous sommes en train de défricher d'avoir une génération qui n'aura peur de rien, qui viendra proposer des choses qui nous paraissent folles, qu'on n'aurait pas osé proposer nous et il y aura des gens assez fous pour les financer.

La bonne nouvelle, c'est qu'on a rassemblé les gens assez fous pour les financer et maintenant ils sont là, donc il faut trouver ces talents, les faire émerger beaucoup plus vite et nous être ceux qui leur donnons un cadre et permettons d'accélérer les choses.

Pardon, c'était un peu fastidieux, Mesdames, Messieurs, mais comme on a dit qu'on parlait d'actions, les listes d'actions c'est toujours fastidieux ! J'en ai terminé. Ces 12 engagements c'est votre travail, c'est le travail des chefs d'État, de gouvernement, des entreprises, des collectivités, donc ce sont des choses très concrètes, donc elles vont être diffusées à tout le monde.

Ce que je vous demande maintenant, c'est de les compléter par tous les engagements que vous voudrez ajouter, nous vous laissons jusqu'à la fin de l'année, à la fin de l'année on va lancer une plateforme, un site «One Planet» où tout sera recensé et où la One planet coalition sera en charge d'administrer ce contenu et donc où les ONG, la société civile, les citoyens pourront vérifier ce qui est fait et ce qui n'est pas fait pour chaque État, pour les entreprises et pour les coalitions qui se sont ainsi organisées.

Nous avons commencé aujourd'hui à rattraper un peu de terrain dans ce champ de bataille, parce que des décisions concrètes sont prises, parce que nous avons été poussés justement à prendre ces engagements mais tout commence sur ce terrain-là. Et donc ce que je souhaite c'est que dans les prochaines semaines et les prochains mois nous puissions encore accélérer, que chacun cherche à avoir le leadership de cette bataille parce qu'elle n'a besoin que de leaders et que de jeunes leaders partout dans le monde qu'on ne connaît pas encore et qui vont émerger et qui vont innover.

La deuxième chose, c'est que maintenant nous avons besoin de transparence et de capacité à rendre compte et donc la plateforme mise en place servira à cela. Et ensuite je souhaite que chaque année nous nous retrouvions sous ce format, avec là aussi des initiatives nouvelles, avec des compte rendus de ce qui a été fait et de ce qui n'a pas été fait et avec un point sur nos réussites et nos échecs. Nous avons maintenant besoin chaque année d'avoir une «réunion de chantier».

Vous êtes toujours les bienvenus à Paris mais je serai toujours heureux aussi d'aller dans les pays qui souhaitent reprendre la suite de ces réunions de chantier. En tout cas, merci d'avoir été présents pour ce « One Planet Summit », merci d'avoir décidé collectivement de ne pas accepter la défaite, de refuser le fatalisme et de dire que si aujourd'hui nous avons commencé à perdre un peu de terrain dans cette bataille, nous avons décidé aujourd'hui de la gagner avec détermination, avec force, en prenant des engagements et en les tenant !

Merci à vous et merci à Jim et à Antonio ! Merci beaucoup !./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)